

Croissance La consommation des ménages résiste, l'investissement des entreprises dépasse les prévisions

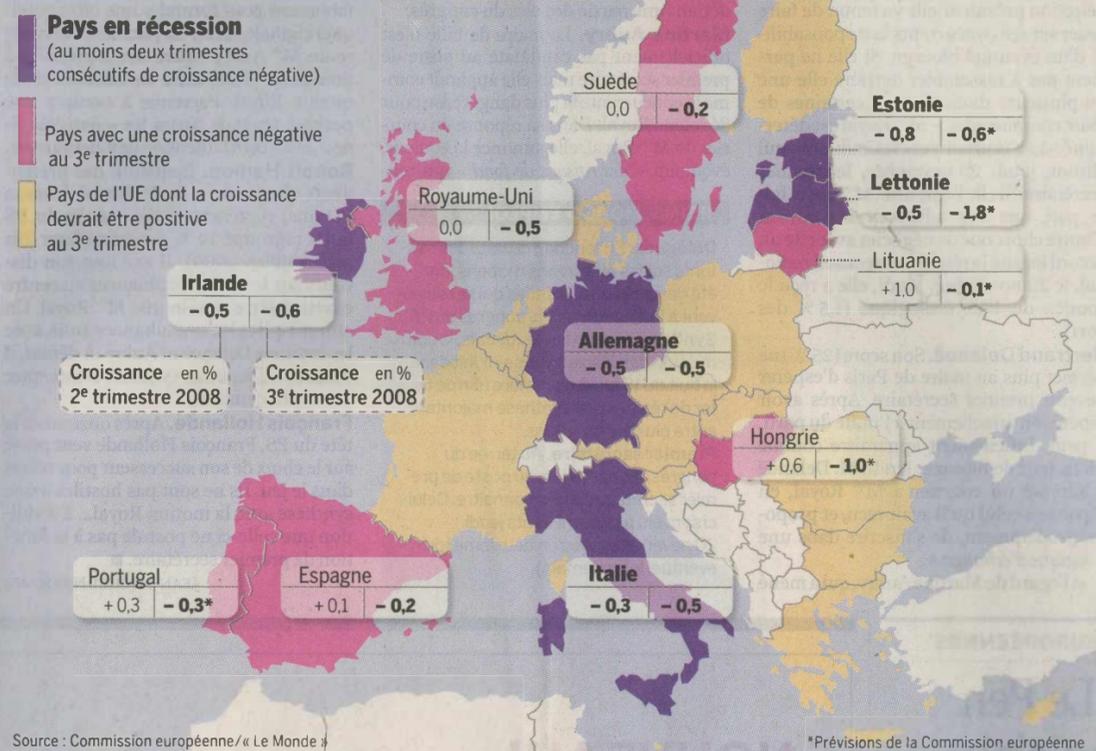
La France évite de justesse la récession au 3^e trimestre

Alors que ses partenaires de la zone euro tombent les uns après les autres en récession, la France résiste encore. Après un mauvais deuxième trimestre, marqué par une contraction de 0,3 point du produit intérieur brut (PIB) qui avait surpris, la croissance s'est très légèrement redressée à + 0,1 % au troisième trimestre, selon des données que l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) a rendu publiques vendredi 14 novembre.

La récession technique, à savoir deux trimestres consécutifs de recul du PIB, que nombre de conjoncturistes attendaient, a donc été évitée. « La France fait + 0,14. C'est une bonne nouvelle », s'est réjoui sur RTL la ministre de l'économie, Christine Lagarde, qui y a vu les premiers effets de la politique gouvernementale. Il faut surtout rappeler que ces premiers résultats des comptes nationaux sont antérieurs aux derniers avatars de la crise financière et que, depuis, les enquêtes de climat des affaires témoignent toutes, d'une « dégradation sensible » en octobre, selon le responsable du département de la conjoncture, Eric Dubois. L'Insee maintient d'ailleurs sa prévision de croissance pour 2008, à + 0,9 %.

Le léger redressement du troisième trimestre s'explique par la résistance de la consommation des ménages et par des résultats meilleurs que prévu dans le domaine de l'investissement des entreprises. Les dépenses de consommation des ménages ont accéléré à + 0,2 % après avoir stagné au deuxième trimestre et reculé de 0,1 % au premier trimestre. Pour le responsable du département des comptes nationaux, Fabrice Lengart, ce léger mieux est une « demi-surprise », la consommation des ménages en produits

La croissance a été négative au 3^e trimestre 2008 dans 11 pays de l'Union européenne



manufacturés – le tiers de leur consommation totale – ayant progressé de 0,6 % en septembre. Pour autant, la décélération de la consommation est nette : + 2,5 % en 2006, + 2,5 % en 2007 et seulement

+ 0,9 % sur les neuf premiers mois de 2008.

L'autre bonne surprise que les économistes de l'Insee ne s'expliquent guère, est venue de l'investissement des entrepri-

ses qui a progressé de 0,3 % après une baisse de 1 % au deuxième trimestre. En revanche, les chefs d'entreprise de l'industrie prévoient pour 2009 un recul de l'investissement de 3 % dans l'industrie

manufacturière et de 4 % dans l'ensemble de l'industrie. Il n'y a eu aucun miracle du côté de l'investissement des ménages (- 1,6 % après - 2,7 %) qui baisse fortement en raison de la crise immobilière. Enfin, la contribution du commerce extérieur à la croissance, qui avait été négative au deuxième trimestre, a été nulle au troisième.

« Non significative »

La croissance du troisième trimestre (+ 0,1 %), « un peu meilleure que ce qu'on avait prévu (- 0,1 %) », reste statistiquement « non significative », selon M. Dubois. Il convient donc de l'interpréter avec prudence en se gardant d'en tirer des plans sur la comète. L'environnement économique international est, en effet, particulièrement sombre : les Etats-Unis, qui contribuaient à tirer la croissance mondiale, sont en récession. Et, selon M. Dubois, les dernières statistiques sur le marché du travail et les ventes au détail sont particulièrement mauvaises. Elles attestent une dégradation accrue de la situation de l'économie américaine, qui fait douter de la possibilité d'une reprise dès 2009.

En Europe, la situation n'est pas meilleure. Après l'Allemagne, l'Italie vient d'annoncer qu'elle était entrée en récession. La France ne peut que souffrir du fait que ses principaux partenaires économiques se trouvent confrontés à une croissance, quasi-nulle ou négative. La demande qu'ils lui adressent va en subir les effets. L'industrie française, d'ailleurs, est, elle, entrée en récession : la production industrielle a reculé pour le deuxième trimestre consécutif. Ce n'est pas bon signe. ■

CLAIRE GUÉLAUD

ENTRETIEN AVEC JOSÉ MANUEL BARROSO, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

« Nous avons besoin d'un effort mondial pour soutenir l'économie »

BRUXELLES
BUREAU EUROPÉEN
Les principales économies de la planète entrent en récession. Le sommet du G20 à Washington ne va pas pouvoir l'ignorer.

C'est la première crise du monde globalisé, nous avons besoin d'un effort mondial pour soutenir l'économie. Quand la récession frappe le monde développé, cela affecte les économies en développement. Même les pays les moins exposés à la contamination financière vont souffrir de la détérioration du commerce et de la confiance. Regardez le Brésil, qui sent les effets de la crise venant du cœur du monde développé, les Etats-Unis et l'Europe. Nous devons demander aux pays émergents de

soutenir l'activité, comme vient de le décider la Chine.

Que peut faire l'Europe pour limiter la récession ?

Il est impensable d'avoir été capables d'avoir une approche coordonnée pour combattre la crise financière, sans être capables de lutter maintenant de manière coordonnée contre la crise économique. Nous devons mettre en place une « boîte à outil », comme dit M^{me} Merkel. Nous devons utiliser au maximum la flexibilité offerte par le pacte de stabilité et de croissance. Au niveau de l'Union européenne, nous proposons d'accélérer la distribution des fonds destinés aux régions les plus défavorisées et d'accroître le capital de la banque européenne d'investisse-

ment. Les moyens d'action les plus importants sont cependant dans les mains des Etats membres.

Les utilisent-ils assez ? L'Allemagne semble opposée à tout programme conjoncturel massif.

Les pays qui ont des marges de manœuvre doivent les utiliser. Si la demande se contracte quelque part en Europe, cela renforce les risques de récession ailleurs. Au-delà des querelles sémantiques sur le « gouvernement économique », le Conseil du 7 novembre s'est mis d'accord sur une coordination plus importante à vingt-sept. Un tel effort fait d'autant plus de sens dans la zone euro.

Quels résultats concrets attendez-vous du G20 en matière de refonte du système financier ?

Nous ne pouvons pas attendre des solutions miracles. C'est le lancement d'un processus, et c'est déjà une percée historique. J'espère un accord sur les modalités du travail qui s'engage et sa substance. Aucune institution financière ne doit rester à l'écart de la régulation ou de la supervision. La transparence, la supervision transfrontalière, la réforme des institutions financières internationales, comme le renforcement du rôle du FMI, doivent être au cœur d'un éventuel accord. Il y a quelques mois, de tels engagements auraient été inatteignables. Les Etats-Unis s'y opposaient.

Qu'en sera-t-il avec Barack Obama ?

J'espère que le président élu donnera une impulsion au processus.

M. Obama a fait pendant sa campagne des déclarations fortes en faveur du multilatéralisme et des responsabilités américaines dans le monde. Espérons qu'il utilisera cet état d'esprit pour promouvoir les objectifs que nous partageons sur la finance, le changement climatique, les droits de l'homme, le commerce. L'Europe a fait preuve de leadership dans cette crise, nous avons contribué à stabiliser le système financier. Mais il est mesquin de croire que nous serons forts parce que les Américains sont affaiblis. Nous partageons les mêmes valeurs en faveur de sociétés ouvertes dans une économie ouverte. Sans convergence, nous ne résoudrons pas les problèmes.

La Commission a été accusée de

ne pas avoir été assez active pour contrer la crise ?

La crise a commencé en août 2007. Les Etats membres se sont mis d'accord à ce moment-là sur une feuille de route. La Commission a fait ce qu'elle devait faire depuis. Mais avant la crise, la plupart des Etats membres s'opposaient à la moindre régulation. Nous devons encore faire face à de nombreuses résistances, par exemple en matière de supervision des établissements financiers. Nous venons de proposer de réguler les agences de notation : au début, beaucoup d'Etats membres nous ont dit non. Maintenant, les gens sont plus ouverts. Profitons-en ! ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR PHILIPPE RICARD

GOVERNEMENT LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EUROPÉENNES QUITTERA SES FONCTIONS À LA FIN DE L'ANNÉE

Jean-Pierre Jouyet va être nommé à la tête de l'Autorité des marchés financiers

IL AVAIT DIT qu'il ne resterait pas au gouvernement au-delà de la présidence française de l'Union européenne (UE), qui s'achève fin décembre. Il sera le premier à par-

tir et va ouvrir le bal des départs de l'équipe de François Fillon.

Jean-Pierre Jouyet va quitter son poste de secrétaire d'Etat aux affaires européennes pour prési-

der l'autorité des marchés financiers (AMF), le gendarme de la Bourse française. A 54 ans, cet énarque va succéder à Michel Prada, 68 ans, dont le mandat arrive à

échéance le 21 novembre. Selon trois sources, dont une en haut lieu à l'Elysée, le président de la République a décidé de nommer son ministre d'ouverture à ce poste stratégique pour un mandat de cinq ans. Inspecteur des finances et ancien directeur du Trésor, M. Jouyet a complété son expérience financière par un bref passage à la banque Barclays. Il a une vision régulatrice de l'économie et de la finance mondiale.

En pleines turbulences financières, il va falloir gérer une période d'interim délicate. Nicolas Sarkozy voulait que M. Jouyet remplisse sa mission ministérielle jusqu'à la fin de la présidence française. Celle-ci s'arrête en pratique la semaine du 15 décembre, avec la session du Parlement européen à Strasbourg.

On prêtait à M. Jouyet, ancien collaborateur de Jacques Delors à Bruxelles, l'ambition de devenir commissaire européen en 2009. Mais M. Sarkozy souhaite une personnalité plus politique, moins technocratique. Pour l'heure, l'ex-commissaire et actuel ministre de l'agriculture, Michel Barnier, tient la corde et espère décrocher

le portefeuille du marché intérieur. Le président de la République avait imaginé faire figurer M. Jouyet sur une liste d'ouverture en région parisienne pour les élections européennes de 2009. Mais ce social-libéral ne se voyait pas « battre les estrades », surtout pour l'UMP.

Fin de la trêve

C'est en 2004 à Bercy que M. Jouyet, ancien directeur adjoint de cabinet de Lionel Jospin, ami intime de François Hollande et Ségolène Royal, avait été séduit par M. Sarkozy. Pendant la campagne électorale de 2007, il avait rompu avec un parti socialiste incapable, selon lui, de se moderniser. Il faisait partie des Gracques, ces hauts fonctionnaires de gauche qui avaient appelé à une ouverture au centre.

Le départ de M. Jouyet marque la fin de la trêve sur le front gouvernemental. M. Sarkozy avait indiqué ne pas vouloir bouger ses équipes pendant la présidence française de l'UE. M. Fillon s'est vu signifier récemment son maintien à Matignon, mais des ajustements auront lieu, notamment pour pré-

parer les élections européennes. M. Barnier compte quitter son ministère au plus tard au printemps pour faire campagne. Selon le vœu de M. Sarkozy, Rama Yade, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, pourrait également être amenée à se présenter à Paris. Dans ce cas, elle devrait elle aussi quitter le gouvernement.

D'autres changements sont évoqués. La ministre de la justice Rachida Dati serait en disgrâce. « Le président en a ras le bol », confie un ministre. Du coup, Christine Lagarde pourrait quitter Bercy pour la remplacer. Parallèlement, M. Sarkozy veut renforcer l'UMP, en donnant de plus fortes responsabilités à Xavier Bertrand, ministre du travail, et Brice Hortefeux, ministre de l'immigration.

Le top de départ du carrousel de 2009 sera donné, estiment les observateurs, lorsque les ministres seront assurés de retrouver leur siège de député sans avoir à repasser devant les électeurs. La loi qui le leur garantit sera votée, sans doute vers la mi-janvier. M. Jouyet, lui, n'a pas ce souci. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

du 14 au 24 novembre

8 jours exceptionnels

Une seule fois par an, des prix exceptionnels dans toutes les collections.

rochebobois
www.roche-bobois.com

PARIS 3, 92, 98, 105, 107, BD DE SEBASTOPOL (10 H À 19H30) • PARIS 12, 10, 14, 16, 18, RUE DE LYON (10 H À 19H30) • PARIS 7, 193, 197, 207, 213, BD ST-GERMAIN • PARIS 9, LAFAYETTE MAISON, 35, BD HAUSSMANN • PARIS 17, 52, AV. DE LA GDE ARMÉE - 5, 6, RUE DENIS POISSON, À PARIS, SERVICE DE VOITURIER LES 15, 16, 22 ET 23/11. ATHIS-MONS, RN 7 - 37, 53, 55, AV. FRANÇOIS MITTERRAND • CHEVREUSE, 90, RUE PORTE DE PARIS • COIGNIERES, RN 10 • PRINGY-PONTHIERRY, RN 7 • MONTIGNY LES C, RN 14 - 17, 21, BD BORDIER • MONTLHERY, RN 20 - LA VILLE DU BOIS • ORGEVAL, RN 13 • PAVILLONS S/BOIS, RN 3 - 79, 296, AV. ARISTIDE BRIAND • ROSNY S/BOIS, C. CIAL DOMUS - 16, RUE DE LISBONNE • SURESNES, 33, 39, BD HENRI SELLIER • VERSAILLES, 6, RUE AU PAIN (PLACE DU MARCHÉ) MAGASINS OUVERTS LES DIMANCHES 16 ET 23/11. NOCTURNE LE 20/11 JUSQU'À 21H. 8 jours exceptionnels dans tous les magasins RocheBobois de France participant à l'opération. Liste des magasins : N° vert 0 800 39 52 45. www.roche-bobois.com

Patrick Artus ne croit pas la reprise possible « avant le début de 2010 »

Proche de zéro en 2009, la croissance française pourrait s'établir ensuite à 0,25 % l'an ou tomber à 0,5 %, selon « le scénario le plus noir » de l'économiste

Patrick Artus est directeur des études et de la recherche économiques de Natixis. Professeur d'économie à l'École polytechnique et à l'université Paris-I, membre du Cercle des économistes et du Conseil d'analyse économique (CAE), il a écrit de nombreux ouvrages, dont *Globalisation, le pire est à venir* avec Marie-Paule Virard (La Découverte, 2008).

Comment voyez-vous l'année 2009 ?

La crise économique, liée au retournement du cycle immobilier, qui a commencé en 2007, se poursuit. Elle est moins grave en France qu'aux États-Unis ou en Espagne. Pour autant, le nombre de mises en chantier dans la construction résidentielle devrait tomber de 430 000 à 300 000-330 000. C'est une chute très violente, de près de 25 %. Elle va conduire à une perte mécanique d'emplois salariés et à une diminution d'au moins deux points de croissance en 2009. Il y a un peu plus de 100 000 logements vendus chez les promoteurs, et je ne vois pas de reprise possible avant le début de 2010. L'année 2009 verra au mieux une croissance extrêmement faible, autour de zéro, à condition que ne se produisent pas de catastrophes additionnelles.

Ce qui est beaucoup plus incertain, en revanche, c'est l'ampleur de la perte de croissance due à la réduction du levier d'endettement des ménages, des banques et même d'un certain nombre de pays. Le contre-modèle qui fait peur à tout le monde est celui du Japon, où, onze ans après la

crise bancaire, il n'y a toujours pas de croissance. La France a affiché ces dernières années une croissance de l'ordre de 2 % en moyenne, dont 0,75 point était imputable à la hausse de l'endettement des ménages et à ses effets induits. Si l'on choisit de stabiliser le taux d'endettement des ménages à son niveau actuel, la croissance française peut durablement tomber à 1,25 %. Si on veut le faire baisser, ce peut être pire. Et la progression du produit intérieur brut (PIB) peut tomber à 0,5 point par an dans le scénario le plus noir.

Où trouver des bonus de croissance ?

Compte tenu de la récession en cours aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Japon, en Italie ou en Europe centrale, la seule façon de retrouver des marges de manœuvre, c'est d'accroître ses exportations vers les pays en croissance rapide, l'Asie et les pays producteurs de pétrole.

La France n'est guère en situation de le faire pour des raisons que nous avons, Lionel Fontagné et moi-même, analysées dans un rapport du Conseil d'analyse économique

(CAE) : les produits français ne sont pas suffisamment positionnés sur le haut de gamme, nos PME sont trop petites et cinq fois moins exportatrices que les allemandes. Et redresser une telle situation, ce que le gouvernement s'emploie à faire, requiert cinq à dix ans. Comme la consommation des ménages, l'investissement des entreprises et les exportations sont en panne, nous n'avons pas de moyens de retrouver rapidement une croissance de 2 %. Le taux de chômage va donc remonter de 1,25 à 1,5 point, mais moins qu'en 1993. Et comme il n'y a pas de signes de hausse du taux de défaut des ménages, c'est-à-dire de la proportion d'entre eux dans l'incapacité de rembourser leurs emprunts, il ne devrait y avoir de

désastre ni en termes de chômage, ni en termes d'expulsions.

Que peuvent faire, malgré tout, le président et le gouvernement ?

Ils pourraient ouvrir l'accès au crédit à ceux, tels les travailleurs en contrat à durée déterminée (CDD) ou les intérimaires, qui en sont exclus, en créant des systèmes de cautions. Cela pourrait limiter les effets de la crise immobilière. Par ailleurs, le pacte de stabilité et de croissance, chacun le sait, est mort. Or il avait fixé, ce qui était anormal, des règles en matière d'endettement public indépendantes de la situation d'endettement du privé. Il nous faut les changer : si les entreprises privées se désendettent, il n'y a aucun danger à ce que le secteur public s'endette davantage. Il faut

Si les entreprises privées se désendettent, il n'y a aucun danger que le secteur public s'endette davantage

bien que l'épargne trouve à s'investir. L'État pourrait refaire son travail d'investisseur, accélérer des programmes d'infrastructures dans le domaine des transports, des prisons ou de l'école, par exemple.

D'autant qu'avec le renchérissement du coût du crédit aux entreprises, les partenariats public-privé sont menacés, et les financements publics, eux, redeviennent compétitifs. L'État devra prévenir les faillites et s'attendre à une nouvelle vague de délocalisations, à laquelle il n'aura pas le moyen de s'opposer. Pour accroître leur profitabilité, les entreprises seront de plus en plus tentées de jouer sur la baisse des coûts salariaux et d'aller produire hors de France ce qui est moyen de gamme, ce que font déjà les constructeurs automobiles. Point plus positif, la probable poursuite de la baisse tardive des taux d'intérêt par la Banque centrale européenne (BCE) et l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar devraient soulager l'économie française. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
CLAIRE GUÉLAUD

Une semaine au cœur de la présidence française A chacun son Jean Monnet



En ces temps de crise et de revival européen, un hommage à Jean Monnet ne peut pas faire de mal. Jean Monnet, notre père fondateur à tous ! A ne pas confondre avec Robert Schuman, notre autre père. Le premier a rédigé la fameuse déclaration du 9 mai 1950 qui porte le nom du second, ministre des affaires étrangères de la IV^e République : l'acte de naissance de ce qui allait devenir, à coups d'efforts insensés, l'Union européenne d'aujourd'hui. Lequel a des moustaches ? Les deux ! Jean Monnet, on ne connaît que lui, mais qui le reconnaîtrait sur la photo ? Qu'importe, son nom rallie tout le monde, jusqu'aux plus nostalgiques de ce bon vieux temps où l'Europe se fabriquait entre amis et à tâtons.

A Bruxelles, juste avant le Conseil européen du 7 novembre, l'Europe a versé une larme officielle à la mémoire du grand homme, qui aurait eu 120 ans. Que reste-t-il de la Commission européenne dont il est l'ancêtre ? Devant sa plaque commémorative, on a joué au petit talmudiste. Nicolas Sarkozy pour le Conseil, José Manuel Barroso pour la Commission, Hans-Gert Pötering pour le Parlement. Chacun l'interprète à sa manière.

Pour Nicolas Sarkozy, Jean Monnet, c'est « l'audace ». L'homme porté par l'histoire. Le révolutionnaire qui mit en commun le charbon et l'acier des ennemis d'hier pour rendre la guerre impossible. Le visionnaire avec qui il se comparerait bien. Celui à qui, rappelle Sarkozy d'un air rêveur, on ne disait pas à l'époque : « Quel ambitieux ! Respectez le

temps, respectez les procédures, n'allez pas trop vite, dormez tranquille, cela s'arrangera tout seul, pas trop de réunions ! »

Arrive le président Pötering. L'audace, ce n'est pas son truc. De Napoléon à Hitler, les plus aventuriers avaient mené l'Europe au désastre. Si celle-ci a prospéré, c'est grâce aux règles. Et le vrai Jean Monnet, c'est l'homme du droit. « Dans l'Union européenne, c'est le droit qui a le pouvoir et pas le pouvoir qui a le droit », dit-il, en bon Allemand qui a appris à se méfier des politiques. Histoire de rappeler très courtoisement aux admirateurs du Monnet audacieux qu'il est de mauvais goût de vouloir saper les règles fondamentales : celles de la concurrence qui protègent le marché unique et celles du pacte de stabilité qui protègent l'euro.

L'héritier parfait

C'est au tour du président Barroso. Pour lui, le Jean Monnet d'aujourd'hui, c'est lui. L'inventeur de la Commission avait conféré à celle-ci le monopole de proposition en Europe, pour éviter une foire d'empoigne entre États. À écouter le successeur, il est l'héritier parfait : « Plus que jamais, dit-il, la Commission formule des réponses européennes porteuses de l'intérêt général et forge des compromis ambitieux dans le respect de la dignité égale de tous les États membres. » Facile à dire pour celui qui a fait du « moins légiférer » un programme de travail. Dans *Le Figaro*, l'ancien ministre des affaires étrangères allemand, Joschka Fischer, ne l'a pas raté : « La Commission européenne a récemment fait la preuve de son inaptitude quasi totale. Le président incompetent de la Commission a vu son mandat renouvelé pour cinq ans en remerciement de son innocuité. Cela est aussi, hélas, l'Europe. » ■

ARNAUD LEPARMENTIER
ET MARION VAN RENTERGHEM

Du calme plat aux heures de pointe.



Photographies : Corbis et Getty Images - LA COURBES DE PAKAUS - JANTZ

Partir en
Israel.com

SÉJOUR À EILAT
MER ROUGE

À PARTIR DE

459 € TTC*

8 jours/7 nuits

Pour toutes réservations :

www.partirenisrael.com et au 01 76 64 13 33



PARTEZ PLUS LOIN QUE PRÉVU

Prendre le temps de s'ennuyer en attendant la vague parfaite devant des paysages magnifiques, passer des heures plongé dans des embouteillages multicolores ; tout est matière à émerveillement à Eilat, station balnéaire aux portes du désert du Néguev, où le soleil et les poissons les plus extraordinaires partent toujours en vacances.

www.otisrael.com - 01 42 61 85 89 (ou 82) - infos@otisrael.com

*Offre valable, en base double, à certaines dates selon conditions du voyageur LIC 075 04 0051. Prix à partir de et par personne comprenant le vol A/R, l'hébergement en appartement 3 étoiles, hors repas. L'offre de voyage proposée reste sous l'entière responsabilité de l'agence/partenaire citée.

Immobilier : pour la première fois depuis 1996, les prix baissent de 0,7 % sur un an dans l'ancien

Les banquiers n'ont pas desserré leurs conditions d'octroi de crédit ni répercuté la baisse des taux de la Banque centrale européenne

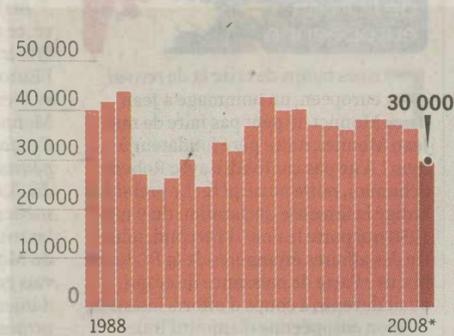
La baisse des prix dans l'immobilier gagne l'ensemble de la France et s'est accélérée depuis le mois d'août. La Fédération nationale de l'immobilier (Fnaim) a publié, le 12 novembre, l'indice des prix des logements anciens pour le mois d'octobre, en baisse sensible de 1,2 % par rapport au mois précédent, après un repli de 3,2 % au mois de septembre.

Sur trois mois, les prix ont fléchi de 4,3 % et, pour la première fois depuis 1996, le rythme annuel des prix de vente est négatif de 0,7 %. Ce n'est pas une surprise puisque une correction était attendue depuis l'automne 2007, lorsque le ralentissement des ventes commençait à être perceptible. Un décalage de six à douze mois entre baisse des ventes et baisse des prix est habituel, le temps que vendeurs et acheteurs prennent en compte la nouvelle donne.

Le baromètre du site Internet Seloger.com, qui mesure l'évolution des prix dans les annonces qu'il publie, enregistre un repli de

Le ralentissement des ventes s'est accentué au 2^e trimestre

► NOMBRE DE TRANSACTIONS



Source : Chambre interdépartementale des notaires de Paris

► PRIX COURANTS



* chiffre provisoire du 2^e trimestre 2008

0,6 %, plus marqué dans des villes moyennes comme Boulogne-sur-Mer, Metz, Arras, Carcassonne, Limoges, Troyes ou Arles. « Cela démontre que les vendeurs admettent enfin de réduire leurs prétentions », reconnaît Jean-Fabrice Mathieu, PDG de Seloger.com.

Un rééquilibrage plutôt sain

« Les prix sont revenus à leur niveau du début 2006, confirmant que nous ne sommes plus dans un atterrissage en douceur mais dans une baisse marquée, pouvant atteindre 15 % sur l'ensemble du cycle, ce qui est loin d'être un krach, le point bas se situant en 2011 », pronostique

l'économiste Alexandre Mirli-courtois, du bureau d'études Xerfi.

Pour Jean-Michel Sixt, de Standard and Poor's, « ce mouvement reflète un rééquilibrage plutôt sain, la situation des ménages français étant meilleure que celle de leurs voisins espagnols, irlandais ou anglais, et leur taux d'endettement plus raisonnable. Le coût d'un logement représente, en outre, 3,8 années de revenus, en France, contre 6 ans au Royaume-Uni et plus de 7 ans en Espagne », précise-t-il.

« Les banquiers n'ont toujours pas desserré leurs conditions d'octroi de crédits ni répercuté la baisse des taux de la Banque centrale euro-

péenne, alors qu'ils détiennent la solution pour dégeler le marché », analyse Henry Buzzy-Cazeaux, délégué général de la Fnaim.

La réduction des volumes de crédits accordés témoigne de cette réticence : « L'année 2008 devrait s'achever sur une chute de 20 % des montants des nouveaux crédits distribués, une tendance qui pourrait se poursuivre et même s'accroître en 2009 », selon Laurent Quignon, économiste à BNP Paribas.

Même la capitale qui faisait de la résistance, est touchée et d'abord les quartiers chics. Le baromètre Seloger constate une baisse moyenne des prix de 0,2 %,

entre septembre et octobre, mais qui atteint 1,5 % dans le 9^e arrondissement, 1,3 % dans le 17^e et 1,5 % dans le 8^e.

« Dans le 16^e arrondissement, les logements ont, en 2008, perdu 10 % de leur valeur, effaçant la hausse de 2007. Contrairement aux idées reçues, ce n'est pas le secteur le plus cher. Au sud, le 16^e est familial, mais ni très jeune, ni très branché », observe Bertrand de Flaghac, qui dirige deux agences du réseau Laforêt.

Un coup d'œil dans les statistiques passées permet de vérifier la hiérarchie des arrondissements. En dix-sept ans, le mètre carré parisien s'est, en moyenne, renchéri de 89 %, mais seulement de 71 % dans le 17^e et de 55 % dans le 16^e, qui passe de la troisième à la septième place.

Les bénéficiaires de la flambée immobilière sont des quartiers modestes, où les prix étaient bas en 1991 et qui se sont embourgeoisés. C'est le cas du 10^e, qui se renchéri de 124 % et passe de la 18^e à la 12^e place ou du 3^e arrondissement (+ 126 %) qui monte, lui, du 11^e au 8^e rang.

Le 6^e arrondissement détrône le 7^e arrondissement, en devenant, avec un prix moyen de 10 234 euros le mètre carré, le plus cher de Paris, en hausse de 125 % depuis 1991. ■

ISABELLE REY-LEFEBVRE

Bons résultats pour EADS malgré les déboires de l'A400M

APRÈS L'A380, L'A400M. À l'occasion de la présentation de ses résultats trimestriels, vendredi 14 novembre, EADS a annoncé de nouveaux retards pour son avion de transport militaire. Le groupe franco-allemand ne peut fixer d'échéance et ne peut prévoir le coût de ce dérapage. « Dès qu'un nouveau calendrier sera disponible, EADS remettra à jour la charge comptabilisée au titre de l'A400M », affirme le groupe. Au troisième trimestre, 341 millions de provisions ont été inscrites, s'ajoutant au 1,4 milliard d'euros de 2007.

L'A400M est le plus important programme militaire européen. Lancé en 2003 avec la commande de 180 appareils par sept pays pour 20 milliards d'euros, cet avion entièrement nouveau destiné aux missions civiles et militaires connaît des retards dus à sa motorisation. Celle-ci est réalisée par un consortium regroupant les français Snecma, le britannique Rolls-Royce, l'espagnol ITP et l'allemand MTU. Ce dernier a des difficultés avec le logiciel régulateur de la motorisation à hélices.

Nouveau calendrier

Dans un courrier à EADS, les motoristes ont annoncé, le 24 octobre, qu'ils ne pouvaient s'engager contractuellement sur un contrat de livraison, selon *La Tribune* du 14 novembre. Ils devraient donner un nouvel avis à la fin du mois.

Ce nouveau retard, pour un avion qui devait voler au début de cette année, provoque de vives réactions des Etats européens. Le 10 novembre, cinq d'entre eux (la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne, la Belgique et le Luxembourg) ont accepté d'engager des discussions avec EADS sur un réaménagement du calendrier, une harmonisation des spécifications et le versement ou non de pénalités. L'Allemagne n'a pas encore fait connaître sa position.

Les déboires de cet avion font de l'ombre aux bonnes performances du groupe qui a rehaussé sa prévision de bénéfice d'exploitation pour 2008, hors A400M. EADS tablait jusqu'ici sur 1,8 milliard d'euros pour l'année, il a dégagé 2 milliards d'euros sur les neuf premiers mois. A Paris, l'action bondissait de 7,24 euros à 12,73 euros à l'ouverture.

Mais l'industrie aéronautique se prépare à la crise qui affecte le transport aérien et les compagnies. Pour l'instant, Airbus n'a pas enregistré d'annulations importantes. L'avionneur devrait même engranger plus de 850 commandes cette année, dépassant son objectif de 700 appareils. Cette filiale d'EADS bénéficie d'un carnet de commandes équivalent à sept années de production lui permettant d'atténuer un choc éventuel. Le constructeur a adapté les cadences de production de l'A320, limitant sa montée en puissance.

Disposant d'une trésorerie nette élevée de 9 milliards d'euros, le groupe franco-allemand indique qu'il pourra « soutenir » financièrement ses clients. Le groupe travaille sur un nouveau plan d'économie et d'intégration : « Future EADS » vise au moins 200 millions d'euros d'économies en 2009 et 2012. ■

DOMINIQUE GALLOIS

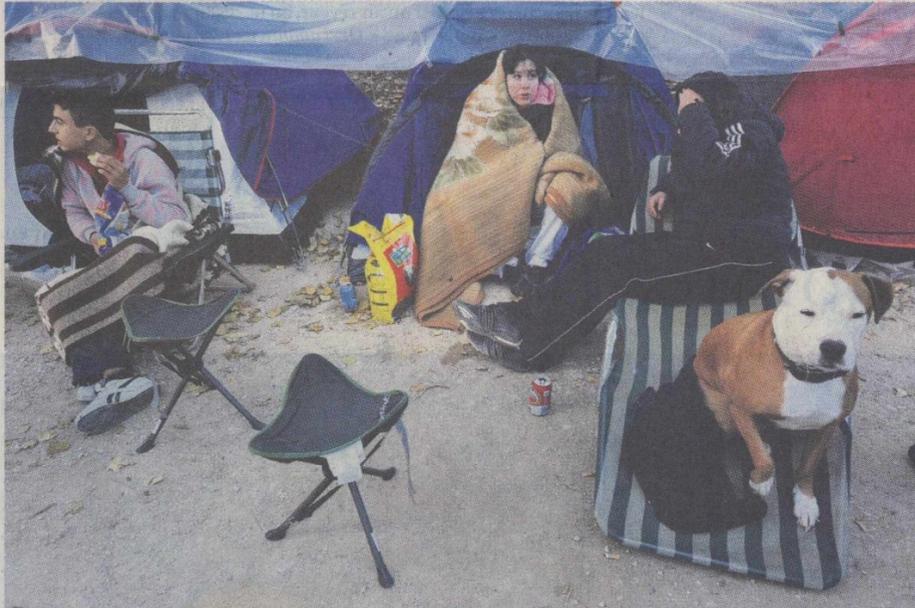
Un « Robin des bois de la brique » espagnol promet des logements « à prix coûtant »

MADRID
CORRESPONDANT

Le long de l'avenue de la Hispanidad, principale artère de Fuenlabrada, une commune de la banlieue sud de Madrid, la piste cyclable est sacrément embouteillée.

Depuis cinq jours, on n'y circule plus, on y campe. Des centaines de personnes ont installé leur tente devant le siège de l'association de quartier La Avanzada, dans l'attente du jour J et de l'heure H. Samedi 15 novembre, à 10 heures précises, commencera la distribution des 2 100 logements que le président de l'association, promoteur immobilier de son état, entend vendre « à prix coûtant ».

José Moreno, connu dans la région comme « le bâtisseur des pauvres » ou « le Robin des bois de la brique », a détaillé son projet, dimanche 9 novembre, dans le quotidien *ABC*, expliquant que les premiers arrivés seraient les premiers servis. D'où la ruée vers Fuenlabrada. Les premiers sont venus en voisins, le temps de replier leur journal et de récupérer la toile de tente au fond du grenier. Les suivants ont dévalisé le rayon camping du Décathlon tout proche. A quelques heures de la mise en vente, des candidats à l'ac-



Des centaines de personnes ont planté leur tente devant le siège de l'association d'un promoteur immobilier qui vend, samedi 15 novembre, « à prix coûtant » ses 2 100 appartements. PIERRE-PHILIPPE MARCOU/AFP

cession à la propriété convergent encore de toute l'Espagne.

« Dès que j'ai entendu la nouvelle, j'ai foncé, je suis là depuis lundi à 2 heures du matin », confie Luis

Alberto Rosa, tout heureux d'être le numéro 325. « La nuit c'est vraiment dur, à cause du vent glacial, mais ça vaut le coup », explique ce « métallo » au chômage de 22 ans. Bien que célibataire et peu fortuné, il ne conçoit pas de quitter ses parents pour une simple location.

Le projet est identique pour Cathaysa et Nerea, deux étudiantes de 19 et 21 ans, qui bivouaquent plus loin, dans le parc public, avec les numéros 1240 et 1241 : « Quarante millions pour un appartement qui en vaut quatre-vingts sur le marché, c'est vraiment une aubaine », s'enthousiasment-elles. Ainsi va la jeunesse espagnole, qui compte en

pesetas et se rêve en propriétaire.

L'offre de José Moreno est limitée aux primo-accédants de 18 à 35 ans et aux divorcés. « Ce sont les plus touchés par la hausse des prix des dernières années, et maintenant par la raréfaction du crédit », explique ce sexagénaire à qui la barbe grisonnante et la casquette donnent de faux airs de Lénine. C'est la quatrième opération du même type pour ce militant du logement bon marché. Cette fois, il se lance sur une très grande échelle. Les appartements de deux, trois ou quatre chambres sont à 120 000 ou 168 000 euros. Son secret ? Une marge « ridicule », qui ne dépasse pas 3,5 %.

JEAN-JACQUES BOZONNET

Collins & Hayes
La griffe couture de votre séjour

Depuis 1870, le N°1 anglais habilite l'espace en conciliant tradition de meubles faits main et nouvelles technologies. Découvrez une collection exceptionnelle, tant par le confort d'une large gamme de canapés que par la qualité des revêtements.

Certainement les canapés tissés les plus confortables au monde

EN PRÉSENTATION EXCLUSIVE À L'ESPACE TOPPER

Canapés, canapés-lits, fauteuils de relaxation, Clubs, literie Tempur... sur 6 niveaux d'exposition. 63 rue de la Convention Paris 15^e, 01 45 77 80 40, M^o Boucicaut, gratuit. Ouvert tous les jours même le dimanche de 10h à 19h. www.topper.fr

LUXE Le joaillier italien Bulgari s'attend à une baisse de ses profits en 2008

Sur les neuf premiers mois, le bénéfice net du joaillier italien Bulgari a reculé de 22,1 % à 77,2 millions d'euros, et le chiffre d'affaires s'est établi à 762,5 millions, en hausse de 2,4 %. Les ventes ont progressé en Europe (+ 5 %) malgré un recul en Italie, mais elles ont baissé aux Etats-Unis (- 8 %) et au Japon (- 3 %). Le groupe s'attend à une baisse

de bénéfice net et opérationnel par rapport à 2007, mais « dans tous les cas celle-ci sera inférieure à celle que nous avons enregistrée sur les neuf premiers mois », assure le joaillier. - (AFP.)

Le groupe Richemont a vu son activité se replier fortement outre-Atlantique en octobre
Le groupe de luxe suisse Richemont a annoncé, vendredi 14 novembre, un bénéfice net semestriel (clos fin septembre) en hausse de 5 % à 864 millions

d'euros. Le chiffre d'affaires a crû de 10 % à 2,8 milliards, a précisé le numéro deux mondial du luxe après le groupe français LVMH. Le profit net ressort au-dessus des prévisions des analystes, grâce à une forte croissance des ventes en Europe, ainsi qu'en Asie et tout particulièrement en Chine. Toutefois, le chiffre d'affaires du groupe helvétique a seulement progressé de 1,6 % en octobre, avec une baisse très prononcée de son activité dans la zone Amériques. - (AFP.)

MÉDIAS Résultats en baisse pour TF1

TF1 a annoncé, le 13 novembre, un bénéfice net part du groupe de 110,5 millions d'euros (- 33,6 % par rapport à la même période de l'an passé). Le chiffre d'affaires (CA) a reculé de 4,6 % à 1,88 milliard d'euros. Les recettes publicitaires ont baissé de 3,3 % à 1,188 milliard. Pour l'ensemble de 2008, TF1 a revu son objectif de CA, tablant sur un repli de 6 % (contre - 3 % jusqu'à présent).